

Comptes 2012 du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Commune de Delémont (FRED) et rapport de gestion

1. FORME JURIDIQUE ET BUT

La Municipalité de Delémont a créé le 1^{er} janvier 1953 le "Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Commune de Delémont", dénommé ci-après FRED, qui a pour but d'assurer le personnel employé par la Commune de Delémont et celui des employeurs affiliés au FRED contre les conséquences économiques de l'invalidité, de la vieillesse et du décès.

Au 31 décembre 2012, le FRED comprenait les effectifs suivants :

- Municipalité de Delémont :	178 personnes
- Municipalité de Courroux :	23 personnes
- Municipalité de Courrendlin :	26 personnes
- Municipalité de Vicques :	7 personnes
- Paroisse réformée de Delémont :	3 personnes
- Bourgeoisie de Delémont :	2 personnes
- Régiogaz SA	3 personnes
- Fondation Clair-Logis	28 personnes
- Patinoire régionale SA	1 personne
- Service des Eaux du Val-Terbi	2 personnes

Soit un total de : **274 personnes** (266 en 2011 / 2004 = 225)

Le FRED possède une personnalité juridique propre, qui lui a été accordée par le Conseil de Ville. Le FRED est une institution de la Commune de Delémont, dont les comptes sont soumis à l'approbation du Conseil de Ville.

La gestion du FRED en 2012 était confiée à un comité composé de 6 membres et 3 suppléants:

Représentants des employeurs :	Pierre Kohler (Ville de Delémont) Françoise Collarin (Ville de Delémont) Claude-Alain Chapatte, Vicques (employeurs extérieurs)
Représentants des assurés :	Silvestro Di Méo, président (employés extérieurs) Pascal Mazzarini (employés de Delémont) Jacques Marchand (employés de Delémont) Pascal Bonnemain, Courrendlin (suppléant, employés ext.) David Comte (suppléant, employés de Delémont) Olivier Jost (suppléant, employés de Delémont)
Secrétaire :	Jean-Luc Goetschi
Gérant/caissier :	Jean Froidevaux

Conformément à la législation fédérale, M. Silvestro Di Méo, représentant des employés, a présidé pendant deux ans la Fondation. La présidence a été reprise au 1^{er} janvier 2013 par Mme Françoise Collarin.

Des modifications du règlement de prévoyance ont été approuvées par les membres du Conseil de Ville en date du 26 novembre 2012. Elles concernaient l'adaptation des cotisations ordinaires et de la cotisation supplémentaire en cas d'augmentation du salaire cotisant.

2. ORGANE DE CONTRÔLE

Le mandat d'organe de contrôle du FRED est confié à PriceWaterhouseCoopers SA, à Neuchâtel. Le mandat d'expert agréé en prévoyance professionnelle est attribué à Swisscanto Prévoyance, à Bâle.

Le FRED est placé sous la surveillance de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale - AsSo dont le siège est à Lausanne. L'AsSo a appuré les comptes 2011 en date du 25 mars 2013.

3. ASSURÉS EFFECTIFS

L'effectif des assurés actifs au 31 décembre 2012 se composait des :

- assurés "assurance préliminaire"	4 personnes
- assurés "assurance principale"	270 personnes

Soit un total de **274 personnes**

4. BENEFICIAIRE DE RENTES

Au 31 décembre 2012, le FRED servait des rentes à 121 personnes (111 en 2011).

Les rentes annuelles en cours atteignent CHF 2'871'336.- (CHF 2'783'984.- en 2011), dont CHF 2'763'506.- à la charge du FRED proprement dit, et CHF 107'830.- d'allocations des employeurs.

Il y a un rentier pour 2.26 actifs et l'âge moyen des rentiers est de 70,6 ans.

La rente totale moyenne s'élève à CHF 23'730.-.

5. RENDEMENTS

Le résultat net des placements est de :

	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
Rendement en francs	- 5'859'641	4'441'941	943'794	- 697'143	3'148'368
Rendement en %	nég 10,26%	7.83 %	1.58 %	nég 1.16 %	5.11 %

Les mandats de gestion de fortunes des banques « Bonhôte SA, Valiant SA et Fondation Ethos » ont été regroupés à la banque « Crédit Suisse SA » et à la « Banque Cantonale du Jura ». Ce changement de stratégie explique principalement l'insuffisance de rendement de l'exercice 2012 par rapport à la moyenne suisse. A la demande de la fiduciaire, une correction de valeur de CHF 508'000.- (0,83 %) a été effectué sur certains immeubles.

Le rendement nécessaire pour maintenir le degré de couverture constant est de 4,10 %. Le rendement requis pour combler le découvert sur une période de 6 ans est de 3,7 %, ceci en maintenant les mesures d'assainissement actuelles.

6. ACTIVITES

Le Comité s'est réuni sept fois en 2012, il a notamment traité les dossiers suivants :

- les rapports de la Commission de placements et des gestionnaires de fortune ;
- les rapports de la Commission immobilière ;
- le bilan actuariel au 1^{er} janvier 2012.

Le Comité a également :

- accepté les comptes 2011 ;
- reconduit les mesures d'assainissement ;
- adapté le règlement sur les placements ;
- suivi une demi-journée de formation organisée par Swisscanto SA ;
- proposé une nouvelle répartition des compétences entre le Comité et le Conseil de Ville. Ce dossier a été repris par une commission ad hoc du Conseil de Ville ;
- mis sur pied une assemblée des ayants droit en date du 4 octobre 2012 ;
- planifié les travaux de rénovations pour les immeubles Bordgeais, Moissons et Champois ;
- décidé l'acquisition du terrain de Courrendlin, actuellement en droit de superficie, terrain sur lequel le FRED a construit l'immeuble En Solé 4 en 2007 / 2008 ;
- pris connaissance de l'intérêt de la Commune de Courtételle et de ses employé-e-s de rejoindre le FRED au 1^{er} janvier 2014.

7. PLACEMENTS

	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
	%	%	%
Liquidités et créances	5.5	14.7	11.6
Obligations + Compte à terme	16.2	14.8	23.6
Actions	29.8	27.0	25.0
Comptes courants auprès des employeurs et prêts aux communes	10.7	5.2	3.1
Prêts hypothécaires et autres prêts	2.5	2.8	2.8
Immeubles	33.0	33.4	30.0
Placements alternatifs	2.3	2.1	3.9

Pour rappel, dès le 1^{er} janvier 2012, les fonds alternatifs et les hedge funds sont exclus de la stratégie de placement. De plus, les produits agricoles sont exclus des matières premières.

8. TAUX DE COUVERTURE

Le degré de couverture a augmenté de 90,2 %, en 2011, à 92,1 % au 1^{er} janvier 2013. Le découvert technique s'élève à CHF 5,4 mios. Le gain actuariel de l'année 2012 est de CHF 1,0 million. L'analyse actuarielle du résultat démontre que l'augmentation est due au résultat sur les placements et des mesures d'assainissement. Le FRED ne possède aucune réserve de fluctuation de valeurs et a ainsi une capacité au risque financier restreinte.

9. MESURES D'ASSAINISSEMENT AU 1^{ER} JANVIER 2012 ET AUTRES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES

Les mesures d'assainissement 2011 ont été reconduits, à savoir :

- cotisation assurés + 0,5 % ;
- cotisation employeur + 0,75 % ;
- rémunération de 2 % d'intérêt au lieu de 3,5 % dans la primauté des prestations ;
- le retrait d'une partie du capital, dans le but d'amortir une dette hypothécaire, n'est plus réalisable.

Au 1^{er} janvier 2012, les modifications suivantes sont également entrées en vigueur :

- abaissement du taux technique de 4 % à 3,5 % ;
- passage aux bases techniques LPP 2010, précédemment EVK 2000 ;
- les rachats liés aux augmentations de salaires sont supportés par les employés concernés et l'employeur ;
- abaissement des cotisations ordinaires de 17,50 % à 16 %.

10. RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE, BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS

En annexe, vous trouverez le rapport de l'organe de contrôle pour 2012, comprenant le bilan au 31 décembre 2012, ainsi que le compte de pertes et profits à la même date.

11. BILAN TECHNIQUE

Ainsi qu'il le fait chaque année, le FRED a demandé un bilan technique pour son exercice 2012. Comme chaque année, le Conseil communal vous donne connaissance des recommandations de l'analyse de l'actuaire conseil, M. Portmann de Swisscanto Prévoyance SA, du 26 avril 2013 :

«Grâce à un rendement des placements de 5,1 % et aux mesures d'assainissement, le déficit technique a diminué en 2012 de CHF 1.0 million et se monte désormais à CHF 5.4 millions. Le degré de couverture atteint 92,1 %. Le financement global de 16.0 % du salaire cotisant est suffisant.

Le taux d'intérêt technique est actuellement de 3.5 % pour les personnes actives et pour les bénéficiaires de rentes. Il y a une forte probabilité que le taux d'intérêt technique de référence qui est déterminant pour le calcul des engagements des bénéficiaires de rentes soit baissé au minimum à

3.0 % à fin 2013. Une diminution du taux d'intérêt technique des bénéficiaires de rentes de 0.5 % réduit le degré de couverture de plus de 2 points.

Le découvert doit être résorbé jusqu'à fin 2018. En tenant compte de la réduction probable du taux d'intérêt technique des rentiers à 3.0 %, le degré de couverture devra croître de 1.7 point par année. Dans l'hypothèse d'une évolution des nouveaux cas de prévoyance selon les attentes, ce but peut être atteint avec une réduction de l'intérêt de 2.0 % outre la cotisation d'assainissement de 1.25 % du salaire cotisant pour 2013. Ceci nécessite un rendement d'environ 4 %. Vu le rendement nécessaire élevé, nous recommandons d'étudier la prise de mesures additionnelles pour 2014, afin de réduire l'objectif de rendement.

Il est probable que le taux d'intérêt technique des bénéficiaires de rentes doit être baissé à moins de 3.0 % à moyen terme. Dans ce contexte, il convient d'étudier la possibilité de passer à une primauté des cotisations.

Il convient aussi de clarifier si le financement des allocations à charge des employeurs par le système de répartition est en accord avec les nouvelles dispositions de la LPP.

Le revenu des placements est inférieur comparé aux résultats des autres caisses de pensions. Nous conseillons d'analyser le résultat et le cas échéant d'adapter la stratégie de placement.

12. CONCLUSION

A titre informatif, le Conseil communal vous communique les mesures prises par le Comité, à ce jour, soit :

- dès le 1^{er} juin 2013, suppression de la rémunération dans le plan de la primauté des prestations (2 % jusqu'au 31 mai). Cette mesure diminue le montant des prestations assurées ;
- dès le 1^{er} janvier 2013, ne pas porter d'intérêt aux comptes épargnes.

Ces mesures sont complémentaires aux cotisations d'assainissement perçues auprès de l'employeur 0,75 % et de l'employé 0,50 %.

Le Comité est conscient que ces mesures ne pourront pas être maintenues à moyen terme. Pour cette raison, il continue sa réflexion afin d'assurer la pérennité du FRED, ceci en concertation avec les employeurs et les employés.

Le Conseil communal remercie très sincèrement les différents acteurs concernés par l'institution, notamment les membres du Comité du FRED, pour leur importante collaboration pendant l'année 2012.

En conclusion, et avec le préavis favorable du Comité du FRED, le Conseil communal invite le Conseil de Ville à accepter le rapport de gestion et les comptes 2012 du FRED.

Conformément au règlement, la Commission de gestion et vérification des comptes du Conseil de Ville fait part de son préavis de manière séparée.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

La chancelière :

Pierre Kohler

Edith Cuttat Gyger

Delémont, le 1^{er} juillet 2013



Rapport de l'organe de révision
au Conseil de fondation de
Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont (FRED)
Delémont

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont (FRED), comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012.

Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

Le Conseil de fondation désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52e al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2012 sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément (art. 52b LPP) et d'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Conseil de fondation répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié:

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse LPP étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- si, en cas de découvert, l'institution de prévoyance avait pris les mesures nécessaires pour rétablir une couverture complète;
- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Nous précisons qu'il existe un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution dont la formalisation est en cours d'élaboration.

Les comptes annuels présentent un découvert de CHF 5'396'786.28 et un degré de couverture de 92.14%. Les mesures prises par le Conseil de fondation sous sa propre responsabilité, avec le concours de l'expert en matière de prévoyance professionnelle, pour résorber le découvert ainsi qu'au sujet des placements et de l'information des bénéficiaires, sont présentées dans l'annexe aux comptes annuels. En vertu de l'art. 35a al. 2 OPP 2, nous devons constater dans notre rapport si les placements concordent avec la capacité de risque de l'institution de prévoyance en découvert. Selon notre appréciation, nous constatons:

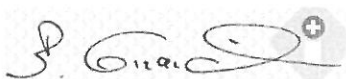
- que le Conseil de fondation assume sa tâche de gestion de manière explicite dans le choix d'une stratégie de placement adaptée à la capacité de risque, telle qu'expliqué dans l'annexe aux comptes annuels sous le point 6;

- que le Conseil de fondation respecte les prescriptions légales en matière de placements et a notamment déterminé la capacité de risque en appréciant tous les actifs et les passifs en fonction de la situation financière effective ainsi que de la structure et des développements à attendre dans l'effectif des assurés;
- que les placements auprès de l'employeur sont conformes aux dispositions légales;
- que les placements sont en conformité avec les dispositions des art. 49a et 50 OPP 2 compte tenu des explications qui précèdent;
- que les mesures visant à résorber le découvert ont été décidées par le Conseil de fondation avec le concours de l'expert en matière de prévoyance professionnelle, qu'elles ont été mises en œuvre dans le cadre des dispositions légales et du concept de mesures et que les obligations d'information ont été respectées;
- que le Conseil de fondation a surveillé jusqu'ici l'efficacité des mesures visant à résorber le découvert et qu'il nous a en outre confirmé poursuivre sa surveillance et adapter les mesures à l'évolution de la situation.

Nous constatons que la possibilité de résorber le découvert et que la capacité de risque concernant les placements dépendent également d'événements imprévisibles, tels que l'évolution des marchés financiers et la situation de l'employeur.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

PricewaterhouseCoopers SA



Blaise Girardin
Expert-réviseur
Réviseur responsable



Esther Martinez
Expert-réviseur

Neuchâtel, le 3 juin 2013

Annexe:

- Comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe)

Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont

Bilan au 31 décembre (en francs suisses)		2012	2011
Actif	Notes		
Placements			
Liquidités et placements sur le marché monétaire		6'993'139.17	8'790'727.58
Créances	7.1.	253'229.88	155'556.46
Titres	4.2.2.	33'480'117.50	26'289'649.65
Prêts hypothécaires	4.2.3.	1'791'272.00	1'296'609.00
Immeubles	4.2.4.	19'075'338.00	19'972'510.00
Placements auprès des employeurs	6.7.9.	1'983'880.90	3'092'500.00
Total des placements		63'576'977.45	59'597'552.69
Compte de régularisation actif	7.2.	96'161.00	225'490.90
Total de l'actif		63'673'138.45	59'823'043.59
Passif			
Dettes			
Prestations de libre passage et rentes		70'436.85	268'840.15
Créanciers		93'817.10	115'972.55
Total des dettes		164'253.95	384'812.70
Compte de régularisation passif	7.3.	259'670.78	94'144.50
Provisions non techniques		0.00	0.00
Capitaux de prévoyance et provisions techniques			
Prestations de sortie des actifs	5.2.	30'529'000.00	30'355'000.00
Comptes épargnes des actifs	5.2.	1'057'000.00	1'033'000.00
Capital de prévoyance des bénéficiaires de rentes	5.3.	36'268'000.00	33'864'000.00
Provisions techniques	5.5.	792'000.00	512'000.00
Total des capitaux de prévoyance et des provisions techniques		68'646'000.00	65'764'000.00
Réserve de fluctuation de valeurs	6.3.	0.00	0.00
Fonds libres			
Situation en début d'exercice		-6'419'913.61	-2'837'815.61
Excédent produits/charges		1'023'127.33	-3'582'098.00
Total des fonds libres (Découvert)	5.7.	-5'396'786.28	-6'419'913.61
Total du passif		63'673'138.45	59'823'043.59

Annexe aux comptes annuels 2012

6.4. Présentation des placements par catégorie

en CHF	31.12.2012		31.12.2011		Max. selon rlgt de plct	Limite OPP 2
Liquidités et placements sur le marché monétaire	6 993 139	11.0%	8 790 728	14.7%	23%	100%
CHF	6 955 553	10.9%	8 702 086	14.5%		
Monnaies étrangères	37 586	0.1%	88 641	0.1%		
Créances	253 230	0.4%	155 556	0.3%	23%	100%
CHF	253'229.88	0.4%	155 556	0.3%		
Monnaies étrangères		0.0%		0.0%		
Obligations	15 031 924	23.6%	8 828 001	14.8%		100%
CHF	8 079 748	12.7%	4 536 792	7.6%	23%	
Directs et indirects	8 079 748		4 536 792			
Monnaies étrangères	6 952 176	10.9%	4 291 209	7.2%	8%	
Directs et indirects	6 952 176		4 291 209			
Actions	15 948 432	25.0%	16 179 050	27.0%		50%
CHF	7 076 169	11.1%	11 403 275	19.1%	20%	
Directs et indirects	7 076 169		11 603 275			
Monnaies étrangères	8 872 263	13.9%	4 775 775	8.0%	20%	
Directs et indirects	8 872 263		4 775 775			
Prêts hypothécaires	1 791 272	2.8%	1 296 609	2.2%	23%	50%
Prêts hypothécaires aux employés	1 167 727	1.8%	1 175 196	2.0%		
Lettre de gage en monnaies étrangères	0	0.0%	121 413	0.2%		
Lettre de gage en CHF	623 545	1.0%	0	0.2%		
Immeubles	19 075 338	30.0%	19 972 510	33.4%	40%	30%
Directs	19 075 338	30.0%	19 498 510	32.6%		
Indirects	0	0.0%	474 000	0.8%		
Placements garantis auprès de l'employeur	1 983 881	3.1%	3 092 500	5.2%	15%	N/A
Prêts (comptes-courants, prêts garantis par cédule ou déclarations de garantie par la commune)	1 983 881		3 092 500			
Autres placements (placements alternatifs)	2 499 762	3.9%	1 282 598	2.1%	7%	15%
Commodity en CHF	0	0.0%	0	0.0%		
Hedge Fonds en CHF	519 973	0.8%	728 734	1.2%		
Hedge Fonds en monnaies étrangères	1 979 789	3.1%	553 864	0.9%		
Compte de régularisation actif	96 161	0.2%	225 491	0.4%	100%	100%
CHF	96 161	0.2%	225 491	0.4%		
Monnaies étrangères						
Actifs provenant de contrats d'assurance	0	0.0%	0	0.0%	100%	100%
Total de l'actif	63 673 138	100.0%	59 823 043	100.0%		
Placements en monnaies étrangères	17 841 814	28.0%	9 830 902	16.4%	na	30%

Dépassement des limites de placement avec règlement de placement

Les limites de placement imposées selon le règlement de placement sont respectées

Dépassement des limites de placements par débiteurs (Art 54, 54a et 54b OPP2)

La limite de 10% par débiteur au sens de l'article 54 al. 1 OPP2 est respectée. La limite de 5% par participation au sens de l'article 54a OPP2 est respectée. La limite de 5% par immeuble au sens de l'article 54b OPP2 n'est pas respectée. Ce dépassement est historique et ne met pas en péril le but de prévoyance de la fondation.

Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont

Compte d'exploitation pour l'exercice se terminant au 31 décembre (en francs suisses)		2012	2011
	Notes		
Cotisations des salariés		1'069'625.25	1'145'348.31
Cotisations des employeurs		1'854'644.73	1'960'941.89
Cotisations supplémentaires des salariés		201'227.70	87'888.90
Cotisations supplémentaires des employeurs		272'373.70	96'776.70
Primes uniques et rachats		0.00	21.15
Cotisations d'assainissement des salariés	9.1.	82'795.85	80'975.24
Cotisations d'assainissement des employeurs	9.1.	124'316.72	121'462.51
Cotisations et apports ordinaires et autres		3'604'983.95	3'493'414.70
Apports de libre passage		444'351.40	204'197.34
Prestations d'entrée		444'351.40	204'197.34
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée		4'049'335.35	3'697'612.04
Rentes de vieillesse		-1'863'733.40	-1'852'218.70
Rentes de survivants		-622'112.50	-591'500.10
Rentes d'invalidité		-385'490.30	-340'265.30
Allocations de renchérissement à charge des employeurs		107'830.35	111'920.70
Prestations en capital à la retraite		0.00	-357'597.00
Prestations réglementaires		-2'763'505.85	-3'029'660.40
Prestations extra-réglementaires			
Prestations de libre passage en cas de sortie		-91'077.60	-730'107.70
Versements anticipés pour la propriété du logement/divorce		-168'055.00	-323'750.00
Prestations de sortie		-259'132.60	-1'053'857.70
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés		-3'022'638.45	-4'083'518.10
Variation des capitaux de prévoyance des assurés actifs	5.2	-174'000.00	-1'639'198.80
Variation des comptes épargnes des actifs	5.2	-8'318.55	131'108.35
Variation des capitaux de prévoyance des retraités	5.3	-2'404'000.00	-2'966'000.00
Variation des provisions techniques	5.5	-280'000.00	2'096'000.00
Rémunération du capital épargne	5.2	-15'681.45	-20'728.85
Dissolution/constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserves de contributions		-2'882'000.00	-2'398'819.30
Prestations d'assurance	5.1.	29'332.60	33'741.90
Produits de prestations d'assurance		29'332.60	33'741.90
Primes d'assurance	5.1.	-44'322.00	-43'538.00
Apports uniques aux assurances			
Utilisation de la part aux bénéfices d'assurance			
Contributions au fonds de garantie		-8'468.60	-20'204.43
Charges d'assurance		-52'790.60	-63'742.43
Résultat net de l'activité d'assurance		-1'878'761.10	-2'814'725.89

Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont

Compte d'exploitation pour l'exercice
se terminant au 31 décembre
(en francs suisses)

	Notes	2012	2011
Report		-1'878'761.10	-2'814'725.89
Produit net des liquidités	6.7.1.	-72'495.48	728.01
Produit net des titres	6.7.2.	2'831'125.86	-1'646'680.67
Produit net des prêts hypothécaires	6.7.3.	94'573.00	53'811.00
Produit net des immeubles	6.7.4.	404'777.55	895'958.50
Produit net des placements auprès des employeurs	6.7.5.	48'167.30	165'040.95
Produit net des autres placements	6.7.6.	0.00	0.00
Intérêts débiteurs		-1'746.75	-2'607.15
Frais d'administration de la fortune		-156'033.82	-163'393.70
Résultat net des placements		3'148'367.66	-697'143.06
 Autres produits	7.4.	 68'464.95	 60'742.35
Autres produits		68'464.95	60'742.35
 Autres frais d'administration		 -32'618.20	 -130'971.40
Frais de l'Autorité de Surveillance		-6'451.60	0.00
Frais de l'organe de révision		-26'060.00	0.00
Frais de l'actuaire		-81'386.00	0.00
Frais d'administration		-146'515.80	-130'971.40
 Charges exceptionnelles		 -168'428.38	 0.00
 Excédent des produits/charges avant constitution/dissolution de la réserve de fluctuation de valeurs		 1'023'127.33	 -3'582'098.00
 Variation de la réserve de fluctuation de valeurs	6.3.	 0.00	 0.00
Excédent de produits/charges		1'023'127.33	-3'582'098.00

ARRETE DU CONSEIL DE VILLE

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
 - le rapport de l'organe de contrôle au Comité du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont ;
 - le rapport du Comité du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont ;
 - le rapport de la Commission de gestion et de vérification des comptes et son préavis qui sera donné oralement lors de la séance ;
 - les dispositions de l'article 8 du Règlement d'organisation du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont ;
- sur proposition du Conseil communal ;

arrête

1. Les comptes 2012 du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Commune de Delémont (FRED) et rapport de gestion sont acceptés.
2. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

La présidente :

La chancelière :

Anne Froidevaux

Edith Cuttat Gyger

Delémont, le 26 août 2013